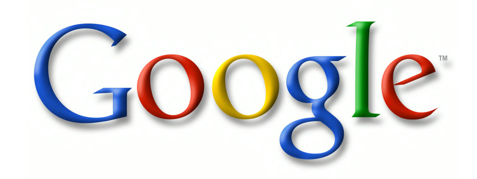
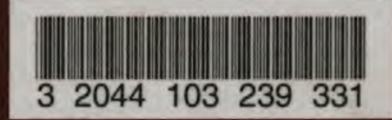
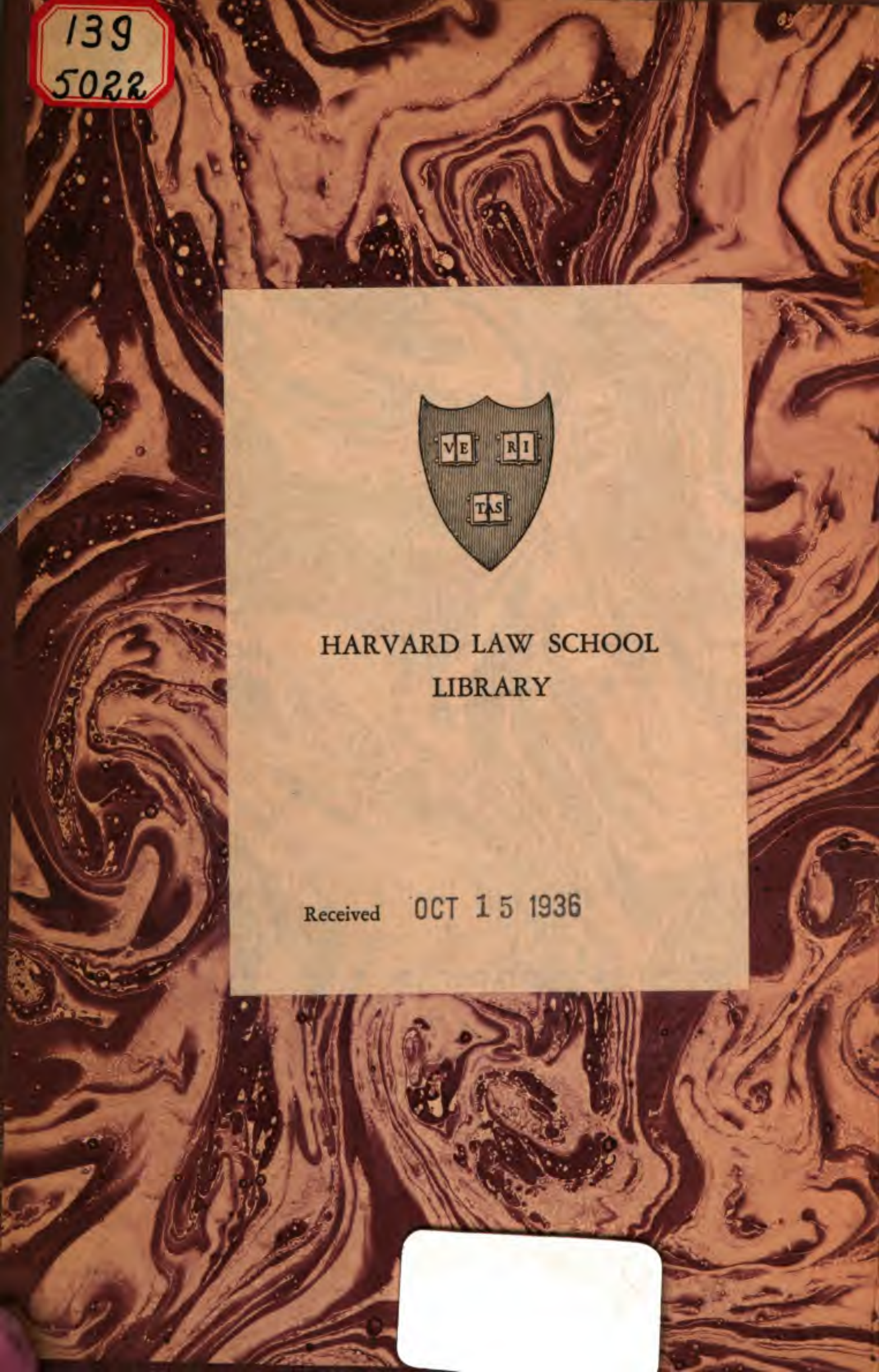

Google


3 2044 103 239 331


139
5022
VE
RI
TAS
HARVARD LAW SCHOOL
LIBRARY
Received OCT 15 1936



LA DIPLOMATIE MONÉTAIRE EN 1878

PAR

HENRI CERNUSCHI

Articles publiés dans le SIÈCLE

PRIX : 3 FRANCS

PARIS
LIBRAIRIE DE GUILLAUMIN ET Cie
Éditeurs du Journal des Économistes, de la Collection des principaux Économistes, du Dictionnaire de l'Économie politique, du Dictionnaire universel du Commerce et de la Navigation, etc.
14, RUE DE RICHELIEU, 14

1878

TABLE

LA
DIPLOMATIE MONÉTAIRE
EN 1878

Ici commence la seconde campagne bimétallique. La première a duré quatre ans et a pris fin avec la conférence monétaire internationale tenue à Paris en août 1878, au ministère des affaires étrangères, sous la présidence de M. Say, ministre des finances.

Qu'a-t-on fait au sein de cette conférence ? Comment, surtout, s'y sont comportées les deux grandes puissances

métalliques, la France et l'Angleterre (1) ? Quels sont les résultats de la première campagne ? Que promet la seconde ? On sera édifié sur tous ces points et sur d'autres, si l'on veut bien lire ces quelques pages.

---

(1) L'Allemagne a deux fois refusé de prendre part à la Conférence. Elle a d'abord refusé l'invitation du cabinet de Washington, elle a nsuité refusé l'invitation que lui a adressée de Paris la Conférence elle-même. On dirait que l'Allemagne n'a pas osé venir justifier devant les représentants de l'Europe et de l'Amérique sa loi de démonétisation contre l'argent, ni expliquer comment cette démonétisation, qu'on avait annoncé devoir se faire à court délai, ne soit, après cinq ans, réalisée qu'à moitié.

I

L'INTÉRÊT FRANÇAIS

Prenez cent francs d'or (5 pièces de 20 francs). Faites-les fondre. Le lingot que vous obtenez vaut encore cent francs. Pourquoi ? Parce que c'est de l'or qui pèse autant que 5 pièces de 20 francs et parce que vous avez le droit d'apporter cet or à l'hôtel des monnaies et d'en faire frapper 5 pièces de 20 francs.

Prenez cent francs d'argent (20 pièces de 5 francs). Faites-les fondre. Le lingot que vous obtenez ne vaut plus cent francs.

Pourquoi ? N'est-ce point de l'argent qui pèse autant que 20 pièces de 5 francs ? Oui, mais vous n'avez pas le droit d'apporter cet argent à l'hôtel des monnaies et d'en faire frapper 20 pièces de 5 francs.

Le droit de faire monnayer toute quantité d'argent, on l'avait toujours eu, mais on l'a perdu depuis quelques années, depuis que les monométallistes ont amené l'Europe à ne plus laisser monnayer que l'or. Il vous faut donc vendre votre lingot d'argent aux orfèvres ou aux exportateurs, qui vous en donneront non pas 100 francs, mais 80 aujourd'hui, 75 demain, encore moins un autre jour.

Il existe plus de 500 millions de pièces françaises de 5 francs d'argent qui ont cours légal en France avec force libératoire illimitée, et dont le Trésor français est responsable. C'est une somme de 2 milliards 1/2 de francs. Toute cette monnaie

est monnaie viciée, monnaie altérée, car la valeur fixe marquée sur les pièces est sans corrélation avec la valeur désormais changeante et toujours décroissante de la matière dont elles sont faites. Oui, et c'est là le fait capital si on songe à l'intérêt français, les pièces de 5 francs d'argent ont le son métallique, mais elles tiennent plutôt du papier-monnaie que de la monnaie saine, juste et sincère. Telle qu'elle est, cette monnaie est indigne de la France. Sur ce point, monométallistes et bimétallistes, tout le monde est d'accord.

Que doit faire la France? Que doit-elle résoudre relativement à ces 2 milliards 1/2 de monnaie altérée? Deux solutions sont présentées : la monométallique et la bimétallique.

Solution monométallique.—Retirer de

la circulation toutes ou presque toutes les pièces de 5 francs, les expédier à Londres réduites en lingot et les y vendre contre de l'or qu'on frapperait en pièces de 20 francs pour remplacer l'argent retiré.

Nul courtier n'ignore à Londres que dès les premières ventes, l'argent subirait une nouvelle baisse et que cette baisse deviendrait chaque jour plus effroyable. Mais les monométallistes se flattent peut-être qu'en vendant le métal provenant de deux milliards d'argent, le Trésor français obtiendrait une quantité d'or qui suffirait à fabriquer un milliard en pièces de 20 francs. Deux milliards réduits à un ! Rien qu'un milliard de sacrifié ! Et dire que ce sacrifice ne pourrait même pas être complétement consommé ! Il faudrait pour cela que les Anglais consentissent à livrer tout leur or et à rester sans monnaie. Les preneurs d'argent feraient défaut, et le

Trésor français, après avoir perdu des centaines de millions, devrait renoncer à pousser plus loin la démonétisation des pièces de 5 francs.

Ruineuse d'abord, irréalisable ensuite, la solution monométallique ne trouvera jamais un ministre des finances qui la propose au parlement. M. Say, lui-même, l'a déclarée inadmissible devant la conférence (Séance du 19 août).

Solution bimétallique. — En Europe et aux Etats-Unis, donner cours obligatoire sans limite de somme à la monnaie d'argent, aussi bien qu'à la monnaie d'or ; en Europe et aux Etats-Unis, établir le même rapport entre le poids de la pièce d'or et le poids de la pièce d'argent ; en Europe et aux Etats-Unis, reconnaître le droit de faire monnayer les deux métaux sans limite de quantité. Si ces mesures législatives

étaient prises (même sans attendre l'adhésion d'autres Etats) par les trois grandes puissances atlantiques, la France, l'Angleterre et les Etats-Unis, il n'y aurait plus sur le globe tout entier, ni à l'intérieur d'aucun pays, ni de pays à pays, aucune différence possible entre le pouvoir payant de l'or et celui de l'argent ; les pièces d'or et les pièces d'argent pourraient les unes et les autres être, n'importe où, refondues en lingots sans cesser de valoir les unes et les autres ce qu'elles valent avant la refonte ; alors les deux milliards et demi d'argent français qui sont en circulation, vaudraient réellement deux milliards et demi, et à l'état de numéraire et à l'état de lingots, ni plus ni moins que si c'étaient des francs d'or.

Cette solution est la seule bonne. Elle ne coûterait rien à personne, et pour la réaliser il suffit que l'Angleterre, à qui

elle profiterait encore plus qu'à la France, n'y fasse pas obstacle. C'est la solution qui se trouve contenue dans le projet de pacte monétaire en faveur duquel les États-Unis ont invité l'Europe à se joindre à eux en conférence internationale.

En lançant les invitations et en demandant que Paris fût le siége de la conférence, les États-Unis ont évidemment compté sur l'adhésion sympathique de la France, car enfin leur projet ne visait qu'à remettre en honneur et en vigueur l'anciennne législation bimétallique de France et à la faire adopter par les autres nations. Les États-Unis se sont trompés, grandement trompés. M. Say, qui a cependant repoussé la solution monométallique, n'a pas voulu peser pour faire prévaloir la solution bimétallique. Au lieu de se joindre aux Américains pour arriver à la réhabilitation des deux milliards et demi

d'argent français, il s'entendit avec les Anglais, qui n'avaient qu'un désir : faire échouer la conférence.

C'est en exécution d'une loi rendue par le congrès que le président Hayes a désigné les délégués américains qui sont venus à Paris : M. R. Fenton, ancien sénateur, ancien gouverneur de New-York ; M. Groesbeck, ancien représentant, ancien membre de la commission monétaire américaine constituée par le congrès en 1876 ; le général Francis Walker , professeur d'économie politique au collége *Yale,* auteur du grand *Atlas statistique* des États-Unis et de l'important ouvrage : *Money;* M. S. Dana Horton, auteur de plusieurs écrits remarquables : *Silver and gold, The monetary situation,* etc. Ces nominations ont été ratifiées par le sénat. On voit que la délégation américaine avait été formée avec soin et avec solennité.

Cette grande allure de la République américaine n'a été en aucun point réciproquée par la République française. M. Say laissa arriver le jour de l'ouverture de la conférence comme une date indifférente, presque importune. L'*Officiel* ne porta aucun décret nommant les délégués français, et c'est seulement au lendemain de la première séance qu'on apprit que M. Say s'était adjoint deux fonctionnaires pour représenter la France, deux fonctionnaires de mérite, nul ne le conteste, mais qui n'ont reçu du ministre qu'une mission, mission qu'ils ont fidèlement remplie, c'était leur devoir, la mission de se taire. Les quatre délégués américains et les trois anglais ont tous pris la parole ; des trois délégués français, seul M. Say a parlé et toujours pour abdiquer l'action et pour réduire le rôle de la France à rien. Il lui est arrivé d'interpeller les Américains comme pour les prendre en faute ; il a

censuré les lois des États-Unis, mais il n'a eu garde d'adresser la moindre observation aux Anglais ni de proférer un seul mot pour signaler la criante défectuosité des lois monétaires de l'empire britannique. En réalité, c'est l'honorable M. Goschen, le chef de la délégation anglaise, qui a dirigé à son gré les travaux de la conférence.

II

L'INTÉRÊT ANGLAIS

On sait exactement à New-York combien il faut envoyer de dollars d'or à Londres ou à Paris pour faire fabriquer mille livres sterling ou mille pièces de 20 francs. On sait exactement à Londres combien il faut envoyer de livres sterling à Paris ou à New-York pour faire fabriquer mille pièces de 20 francs ou mille dollars d'or. On sait exactement à Paris combien il faut envoyer de francs d'or à Londres ou à New-York pour faire fabriquer mille livres sterling ou mille dollars

d'or. Du moment que les hôtels de monnaie de Londres, de Philadelphie et de Paris frappent toutes les quantités d'or qu'on leur présente, l'or est lui-même monnaie internationale entre l'Angleterre, les États-Unis et la France. Il en était ainsi avec l'argent jusqu'à ces dernières années : l'argent a été monnaie internationale entre la France, la Prusse, l'Autriche, la Hollande et la Russie tant que les lois de ces États ont permis au public d'en faire frapper toute quantité en pièces de 5 francs, en thalers, en florins, en roubles.

Les sommes ou, ce qui est identique, les pesées de métal que se doivent réciproquement les habitants de deux pays dotés d'un commun métal monétaire se compensent le plus souvent, et les soldes qui restent dus sont envoyés d'un pays à l'autre par les banquiers des débiteurs aux

banquiers des créanciers. Rien de plus facile. Il n'en est pas de même entre deux pays qui n'ont pas de commun métal monétaire, et tel est le cas entre l'Angleterre et sa grande possession, l'Inde.

L'Angleterre a seulement monnaie d'or; le public n'y a pas le droit de faire monnayer l'argent; l'Inde (200 millions d'habitants) a seulement monnaie d'argent; le public n'y a pas le droit de faire monnayer l'or.

Qu'arriverait-il si une loi défendait aux Anglais d'apprendre la langue hindoue, et aux Indiens d'apprendre la langue anglaise? A moins d'avoir des interprètes, les Anglais et les Indiens ne pourraient plus échanger des pensées que par gestes; ils ne pourraient plus se parler.

Eh bien, la loi monétaire anglaise pro-

duit des effets qui ne sont pas moins étranges, tyranniques et pernicieux. Anglais et Indiens ne peuvent se payer. Avec les livres sterling d'or (leur seule monnaie), les Anglais ne peuvent payer dans l'Inde, où l'or n'a pas cours légal : avec les roupies d'argent (leur seule monnaie), les Indiens ne peuvent payer en Angleterre, où l'argent n'a pas cours légal. Et il se trouve des économistes, les plus grands parmi les économistes : en France, M. Michel Chevalier, M. de Parieu, M. Victor Bonnet; en Belgique, M. Frère-Orban ; en Suisse, M. Feer-Herzog; en Autriche, M. Hertzka ; en Allemagne, M. Louis Bamberger qui, d'accord avec *The Economist*, de Londres, et avec l'*Économiste*, de Paris. applaudissent à cette législation! L'Inde, disent-ils, est un pays pauvre, elle n'est pas digne d'avoir monnaie d'or; l'Angleterre, ajoutent-ils, est un pays riche, elle ne doit pas daigner avoir monnaie d'ar-

gent. C'est dit. Quant à liquider leurs affaires d'importation et d'exportation, leurs dettes et leurs créances, que l'Inde et l'Angleterre s'arrangent comme elles peuvent.

Elles s'arrangent, en effet, comme elles peuvent ; faute de commun métal monétaire, elles ont recours à des opérations détournées, difficiles, anti-économiques presque autant que le troc. Grevé d'une dette annuelle de 16 millions de livres sterling, payables en or à Londres, le gouvernement des Indes est, depuis quelques années, forcé de dépenser, pour se procurer cet or, non pas 160 millions de roupies, comme précédemment, mais 190. Perte sèche irrécouvrable : près de 20 °/₀ chaque année sur une somme colossale.. Tous les Anglais porteurs de titres indiens dont les coupons sont en roupies perdent le cinquième de leur re-

venu. Toutes les économies des officiers, des militaires, des fonctionnaires anglais qui servent aux Indes, se trouvent réduites d'un cinquième quand elles sont remises aux familles en Europe. Le commerce d'importation et d'exportation est en souffrance, en grande souffrance. Les impôts sont toujours augmentés, et on émet emprunt sur emprunt pour faire face au déficit causé par les pertes sur le change entre l'argent et l'or.

A des maux si grands et si persistants il faut un remède. Lequel? il n'y en a qu'un, mais il est spécifique, prompt, infaillible : le bimétallisme. Que l'hôtel de monnaie de Londres soit ouvert à la frappe libre de l'argent en pièces de 4 ou 5 schellings, que du même coup les hôtels monétaires de France et des États-Unis soient ouverts à la frappe illimitée des pièces de 5 francs et de dollars d'argent, et le

beau temps d'avant 1874 reviendra pour toujours, le temps où le change ne variait pas entre la roupie et la livre sterling, le temps où, entre la langue d'or de l'Angleterre et la langue d'argent de l'Inde, il y avait un interprète, le bimétallisme français. Expliquons-nous.

Jusqu'à 1874, une voix claire et sonore n'avait cessé de retentir sur les bords de la Seine; elle disait : « Je suis la France; « riche d'or et riche d'argent, je puis faire « que dans le monde entier les deux mé« taux ne fassent qu'une monnaie. Peuples « et nations! apportez à Paris tout l'or et « tout l'argent que vous voudrez. Je prends « tout. Pour un quintal d'or, ou pour « 15 1/2 quintaux d'argent, je vous don« nerai toujours la même quantité de « francs. Que la production d'un métal ou « de l'autre soit plus ou moins abondante, « plus ou moins coûteuse, j'y serai indif-

« férente, je ne changerai jamais mon taux
« de 15 1/2. Peuples et nations! voulez-
« vous de l'or? apportez de l'argent; vou-
« lez-vous de l'argent? apportez de l'or;
« bimétallistes, les Français n'ont aucune
« préférence pour l'un ou l'autre métal,
« ils vous feront toujours l'échange, si
« vous savez le demander, d'un métal pour
« l'autre sur le pied de 15 1/2 et, dans
« les deux hémisphères, la valeur rela-
« tive des deux métaux sera toujours et
« partout la même : 1 à 15 1/2. »

Et jusqu'à 1874, les choses se passèrent comme la France l'avait dit. La France a été le grand monnayeur bimétallique du monde. Les premiers francs sont de 1795; en 80 ans elle en a frappé pour 14 milliards! cinq pour sa propre circulation (ils sont toujours dans le pays), neuf pour l'étranger, qui n'a cessé d'apporter tantôt de l'or pour exporter des francs d'argent,

tantôt de l'argent pour exporter des francs d'or, toujours à 15 1/2. Ni le mineur mexicain, ni le californien, ni l'australien, ni le propriétaire de vaisselle ou de parures ne consentirent jamais, en aucun pays, à céder 1 d'or pour moins de 15 1/2 d'argent, ni 15 1/2 d'argent pour moins de 1 d'or. Les deux métaux ayant en France cours légal, cours forcé, sans limite de quantité, au taux de 15 1/2, l'univers entier se conformait naturellement à ce taux de 15 1/2.

Un seul pays n'avait pas entendu la voix bimétallique de Paris, c'était le Japon. Hermétiquement enfermés dans leur île, les Japonais ignoraient ce qui se passait dans le reste du monde, et l'once d'or n'y valait que quatre onces d'argent; mais dès que le Japon fut ouvert (1859), dès que les steamers apportèrent les nouvelles d'Europe et d'Amérique,

le 15 1/2 s'implanta au Japon comme partout ailleurs. C'était inévitable. Les économistes s'obstinent à dire que l'établissement du 15 1/2 est impossible; l'histoire atteste qu'ils ont tort.

Jusqu'à 1874, l'Inde et l'Angleterre avaient toujours bénéficié, peut-être sans le savoir, de la loi bimétallique de France. Entre la livre sterling d'or et la roupie d'argent il y avait toujours eu équivalence fixe à 15 1/2. Avec 1 d'or, l'Angleterre avait toujours pu obtenir 15 1/2 d'argent en France; avec 15 1/2 d'argent, l'Inde avait toujours pu y obtenir 1 d'or. Répétons-le, l'Inde et l'Angleterre avaient profité, comme toutes les nations, de l'accord fixe que la législation française avait institué entre l'or et l'argent.

Cet accord a été brisé par la faute des économistes. Ils ont prêché la proscription

de la monnaie d'argent en faveur du monométallisme-or et ils ont converti l'Allemagne. Ce premier malheur produisit le second : la France suspendit la frappe de l'argent, et le bimétallisme cessa de fonctionner.

La France ne veut pas entreprendre à elle seule le relèvement de l'argent vis-à-vis de l'or, mais elle est prête à marcher si l'Angleterre et les États-Unis marchent avec elle. Les Etats-Unis disent oui, l'Angleterre dit non.

Bien plus que la France et bien plus que les Etats-Unis, l'Angleterre a intérêt à ce que l'argent soit parifié à l'or, à ce que le bimétallisme soit rétabli. Pourquoi donc refuse-t-elle de concourir au grand œuvre ?

Son principal délégué à la conférence, M. Goschen, va nous l'apprendre.

III

M. GOSCHEN

C'est M. Goschen qui, en 1876, a présidé le comité de l'enquête parlementaire sur la baisse de l'argent, et le rapport présenté après l'enquête à la Chambre des Communes fut son œuvre. Ce rapport est un document très-important. La baisse de l'argent par comparaison à l'or y est étudiée avec le plus grand soin et la vérité s'y laisse très-bien voir, à ceux-là du moins qui veulent lire avec attention.

Si l'Allemagne avait continué à frapper

monnaie d'argent, si elle n'avait pas eu à vendre l'argent qu'elle retirait de la circulation, la France serait restée bimétallique et la valeur de l'argent vis-à-vis de l'or ne se serait pas amoindrie.

Il est vrai qu'on a découvert de nouvelles mines d'argent à la Névada; il est vrai que l'exportation des denrées indiennes a diminué; il est vrai que depuis quelque temps le gouvernement met en adjudication chaque semaine, à Londres, des traites sur l'Inde pour une somme plus considérable que par le passé, et que ces traites qui sont payables en roupies font grande concurrence aux vendeurs de métal argent; il est vrai que toutes ces circonstances ont agi au détriment de la valeur de l'argent comparativement à l'or; mais pourquoi ont-elles pu agir ? Parce que les monométallistes ont d'abord fait sauter la machine bimétallique dont l'emploi avait précisé-

ment pour effet de maintenir invariable la valeur relative des deux métaux quels que fussent les vents et quelles que fussent les marées.

Évidemment que pour guérir le mal il faut reconstruire, et sur une plus large base, la machine bimétallique ; mais pour l'adoption de ce remède, qui implique le libre monnayage de l'argent à Londres, le peuple anglais éprouve, du moins on le prétend, une grande répulsion, et c'est pourquoi M. Goschen, tout en acceptant la direction de l'enquête parlementaire, avait dit : « Nous aurons à montrer la cause du mal, nous n'aurons pas à indiquer le remède. » Mais alors pourquoi l'enquête ? Bien connaître le mal, apercevoir le remède, et ne rien prescrire, ne rien suggérer pour la guérison, est-ce là la mission de l'homme d'État ? Toujours est-il que le gouvernement anglais ne veut avoir d'autre

programme que celui de l'inaction, et c'est ce programme accompagné de quelques désirs relativement à ce que les autres États devraient faire ou ne pas faire dans l'intérêt de l'Angleterre, c'est ce programme que M. Goschen et ses collègues, M. Gibbs, ancien gouverneur de la banque d'Angleterre, et sir F. Seccombe, secrétaire pour les finances au ministère de l'Inde, sont venus opposer au programme d'action proposé par les États-Unis.

« Renonçons aux discussions théoriques, » s'est écrié M. Goschen au sein de la conférence ; « elles n'auraient d'autre résultat qu'une assez grande perte de temps. » Quoi ! l'Angleterre refuse toute discussion théorique ? Elle s'est toujours vantée de posséder le meilleur système monétaire ; ses écrivains ont convié les autres nations à se faire monométallistes comme elle ; un chancelier de l'échiquier,

M. Lowe, qui fut collègue de M. Goschen au ministère, a pu en plein parlement (6 août 1869) se dire heureux de pouvoir annoncer qu'il avait pu persuader au gouvernement français de renoncer au monnayage de l'argent, et l'Angleterre se dérobe à toute discussion scientifique !

Malgré ce refus, il a cependant plu à M. Goschen de déclarer que « la proposi-
« tion américaine, impliquant le double
« étalon universel, lui paraît impossible
« à réaliser : une véritable utopie. » A lire ces paroles, on croirait que les bimétallistes ont besoin de l'adhésion unanime de tous les États, grands et petits. Mais cette utopie, personne ne se l'est créée, ni en Amérique ni en Europe. Ce qu'on demande, c'est le concours des principales puissances, et pour le succès du projet américain, on l'a dit bien des fois, il n'y a de rigoureusement nécessaire que le

concours de la France et de l'Angleterre. Est-ce encore une utopie ? « Oui, dit « M. Goschen, car l'Angleterre est ferme-« ment décidée à maintenir chez elle l'éta-« lon unique d'or. »

Ainsi, les Américains sont accusés de proposer un pacte impossible, et si on demande pour quelle raison le pacte monétaire serait moins possible que le pacte postal actuellement en vigueur, l'Angleterre vient dire : le pacte monétaire est impossible parce que je n'en veux pas, *stat pro ratione voluntas*. Il nous semble qu'ayant consenti à se faire représenter à la conférence et voulant refuser son adhésion aux propositions américaines, l'Angleterre aurait dû démontrer que ce n'est pas le bimétallisme français qui a préservé la valeur de l'or par rapport à l'argent lors de l'invasion, tant redoutée par les économistes, de l'or californien et australien ;

il nous semble que l'Angleterre aurait dû démontrer, preuves en mains, que ce n'est pas le bimétallisme français qui a fixé et maintenu pendant près d'un siècle un pair de change à 15 1/2 entre la roupie et la livre sterling; il nous semble que l'Angleterre aurait dû démontrer, par de bons raisonnements, que son concours au pacte monétaire proposé par les États-Unis ne produirait ni pour elle, ni pour l'Inde, ni pour les autres nations les bienfaits que les bimétallistes s'en promettent.

Qui le croirait? L'Angleterre, qui veut rester monométalliste quand même, supplie les autres nations de ne pas suivre son exemple; écoutez M. Goschen :

Il est clair qu'un ou deux États peuvent démonétiser l'argent sans que cela entraîne des conséquences très sérieuses; mais si tous le faisaient, où trouver des acheteurs? Comment éviter une

baisse sans limites? C'est par là que tous les États sont intéressés à l'avenir de l'argent. Si la démonétisation de l'argent était pratiquée partout à la fois, est-on bien sûr que la quantité d'or actuellement existante suffirait aux besoins de la circulation? N'y aurait-il pas lieu de craindre d'un côté la baisse de l'argent, et de l'autre une augmentation dans la valeur de l'or et une baisse correspondante dans les prix de toutes les marchandises? Et puis ne serait-il pas plus difficile aux pays du papier-monnaie de revenir à la circulation métallique si l'étalon d'or unique était adopté partout? Il leur faudrait avoir recours au stock déjà tant diminué de l'or pour reprendre leurs payements en espèces. Il y a bien des conséquences à envisager avant de se lancer dans la voie de l'étalon d'or universel, qui est une utopie tout à fait fausse.

Baissez tous la tête, fiers monométallistes de Paris et de Berlin! Courbez-vous. C'est votre Angleterre elle-même qui vous renie et vous flagelle!

M. Goschen, il fallait s'y attendre, n'a pas seulement parlé de l'intérêt général, il a aussi parlé de l'intérêt anglais :

Une campagne entreprise contre l'argent serait très-dangereuse, même pour les pays qui n'ont donné cours légal qu'à la monnaie d'or. L'Angleterre, par exemple, bien qu'elle ait l'étalon unique d'or, a un grand intérêt à maintenir l'argent comme métal monétaire, et, dans cette question, il faut le reconnaître, il n'y a pas d'État qui ait une position plus claire, plus nette et moins compromise que la sienne. Son système monétaire repose et continuera à reposer en Europe sur l'étalon d'or unique ; mais les Indes, qui sont une de ses dépendances, ont l'étalon unique d'argent. L'Angleterre a supporté sans fléchir la dépréciation de ce métal ; elle n'a pris contre lui aucune mesure restrictive ; elle ne l'a pas proscrit et tenu à distance, alors même qu'il était le plus avili. Tandis que l'Union latine lui fermait ses portes, que la Hollande ne les lui laissait qu'à demi-ouvertes, l'Angleterre a laissé à l'argent son libre

emploi ; elle n'a pas achevé de le compromettre en l'exilant, et elle a supporté, pendant cinq années toutes les conséquences qui résultaient du cours naturel des choses.

Durant cinq années tout le monde a souffert aux Indes, les particuliers, les fonctionnaires : tous faisaient d'énormes pertes sur le change ; le gouvernement aussi.

Les négociants ont essuyé des pertes fatales par suite des fluctuations du cours. Mais on a tenu bon, on n'a eu recours à aucune mesure restrictive. L'Angleterre a donné des preuves de sa bonne foi dans la question de l'argent par la patience qu'elle a mise à attendre qu'il recouvre sa valeur, et c'est par cette tolérance qu'elle a maintenu dans le monde la position de l'argent ; à cet égard, elle a fait plus que tout autre État. Grâce à elle, l'Inde a continué à être le débouché qui a entretenu la circulation de ce métal. Si l'Angleterre avait suivi l'exemple donné par d'autres pays, elle l'aurait fait baisser bien au delà de

ce qu'il a baissé. Elle ne l'a pas fait ; mais cependant si d'autres États se livraient à une propagande en faveur de l'étalon d'or unique et démonétisaient l'argent, le gouvernement des Indes serait peut-être forcé de revenir sur la situation et contraint par les événements à prendre des mesures analogues à celles qui ont été prises ailleurs. Dans ce cas, l'effort général que l'on ferait de tous côtés à la fois pour se débarrasser du métal argent pourrait occasionner les plus graves désordres dans la situation économique et produire une crise plus désastreuse que toutes celles dont le monde commercial a gardé le souvenir.

Ainsi l'Angleterre souffre, l'Inde souffre, c'est reconnu, mais on doit savoir gré à l'Angleterre de sa tendresse pour l'argent, elle n'a pris aucune mesure contre ce métal, mais gare ! Si l'Europe s'avisait de se défaire de son argent, l'Angleterre perdrait patience et.....

Cet appel à la fois sentimental et menaçant n'émeut guère. La vérité est connue. Si l'Angleterre ne touche pas à la roupie, c'est qu'il lui est absolument impossible d'y toucher. En juillet 1876, la chambre de commerce du Bengale avait adressé au gouvernement de l'Inde une pétition tendant à faire interdire ou limiter le monnayage des roupies. Voici la réponse du gouvernement, datée : Calcutta, 9 février 1877. Elle est topique :

La valeur d'une matière ne peut servir de mesure légale pour les autres valeurs que si la totalité de la matière peut être convertie en monnaie courante sans restriction aucune. Si le libre monnayage de l'argent était aboli ou limité, ce ne serait plus l'argent qui serait monnaie légale, mais seulement le stock privilégié des roupies existantes.

Un bon système monétaire doit être *automa-*

tique, c'est-à-dire se réglant tout seul. Nul gouvernement civilisé ne peut prendre sur lui de déterminer de combien on augmentera ou diminuera de temps à autre la masse de la monnaie légale. Le gouvernement serait injustifiable s'il laissait la communauté, même pour peu de temps, sans monnaie *automatique.* C'est une erreur de supposer qu'aucun gouvernement d'Europe ait interdit le monnayage de l'argent sans laisser libre celui de l'or.

Pour tous ces motifs, le gouvernement a rejeté comme inadmissible la proposition de fermer les hôtels de monnaie au libre monnayage de l'argent sans les ouvrir au libre monnayage de l'or.

Sans les ouvrir au libre monnayage de l'or, c'est-à-dire sans forcer les Anglais à faire de grands envois d'or dans l'Inde pour y payer leurs soldes commerciaux toujours fortement en débit; c'est-à-dire sans arracher à la banque d'Angleterre les

vingt ou vingt-cinq millions de souverains qui sont le palladium monétaire du royaume. Voilà la raison pour laquelle on ne peut moins faire que de maintenir dans l'Inde le libre monnayage de l'argent. Le gouvernement de l'Inde n'a été que sincère dans sa réponse à la chambre de commerce du Bengale. Correct et scientifique a été son langage, et il n'a pas prétendu que les discussions théoriques n'ont d'autre résultat *qu'une assez grande perte de temps*.

M. Goschen a laissé entendre que l'Angleterre verrait de très-bon œil que le stock d'argent allemand qui reste à vendre fût acheté par les États-Unis. Touchante sollicitude en faveur du bimétallisme américain ! Et que les jours sont loin où les Américains étaient traités à Londres de *répudiateurs de leurs dettes* parce qu'ils parlaient de frapper des dollars d'argent !

Une fois l'argent allemand acquis par l'or américain, « il n'y aurait ni plus ni moins « d'argent dans le monde, dit M. Goschen, « mais l'effet ne serait pas le même. L'in- « certitude qui règne sur le marché aurait « disparu et le mouvement de l'argent « rentrerait dans des conditions nor- « males. » Grande illusion ! Dans son livre *Théorie des changes étrangers,* chapitre IV, M. Goschen écrivait : « L'or « est simplement marchandise dans les « pays qui ont seulement monnaie d'ar- « gent et l'argent est simplement mar- « chandise dans les pays qui ont seule- « ment monnaie d'or. » C'est très-juste. Il ajoutait : « Si l'or et l'argent sont exac- « tement entre eux *à ce qu'on peut ap-* « *peler le pair,* ce qui est généralement « le cas... » Oui, c'était généralement le cas, aussi généralement qu'entre deux monnaies de même métal ; mais ce pair n'était autre que le 15 1/2, le pair fran-

çais, un *pair légal.* Entre deux marchandises (et sans bimétallisme légal, l'or et l'argent, sont tour à tour marchandise, M. Goschen le constate lui-même), entre deux marchandises ou entre une marchandise et une monnaie, il n'a jamais pu, il ne peut, il ne pourra jamais y avoir *ce qu'on peut appeler le pair.*

L'argent allemand aura beau être vendu en entier; si l'Europe ne revient pas au bimétallisme légal, et elle n'y reviendra pas si l'Angleterre reste monométallique, il suffira d'un médiocre arrivage d'argent mexicain ou névadien, pour terrifier le marché de Londres et ruiner le prix de ce métal, qui n'est plus monnayable en Europe.

Quels sont en définitive les vœux de l'Angleterre ? « Le but vers lequel les « divers États devraient se diriger, ce but,

« dit M. Goschen, devrait être de main-
« tenir l'argent dans la position qu'il oc-
« cupe à présent comme le compagnon,
« le *partner,* et pour mieux dire l'allié
« naturel de l'or dans toutes les parties
« du monde où cela serait possible. »
Non; la position que l'argent occupe à présent vis-à-vis de l'or est tout autre qu'une position de compagnon, de *partner,* d'allié. La guerre, le fratricide sont à l'ordre du jour entre les deux métaux, et vous parlez de maintenir ce qui est? Ah! vous craignez pour les intérêts anglais que le massacre devienne encore plus meurtrier, mais n'osant parler de pacification (parce qu'à cette pacification, il y a une condition *sine qua non:* le libre monnayage de l'argent en Angleterre, condition que vous repoussez, vous ne savez dire pourquoi); mais n'osant rien proposer, n'osant rien discuter, n'osant rien décider, vous vous confiez au *statu quo.* Comme

l'autruche, vous cachez la tête sous les ailes pour vous croire en sûreté.

Combien de millions l'Angleterre veut-elle encore perdre et faire perdre aux Indiens avant de reconnaître son erreur?

IV

M. SAY

M. Say a déclaré à la conférence que « l'attitude du gouvernement français est « expectante et qu'elle devra rester telle « tant que les causes de la baisse de l'ar- « gent n'auront pu être exactement recon- « nues et mesurées. » Autant vaut dire que l'attitude du gouvernement français ne cessera jamais d'être expectante, car si après tant d'enquêtes et tant de rapports, anglais, indiens et américains, les causes de la baisse de l'argent sont restées inconnues, on peut être certain qu'à au-

cune époque on ne les connaîtra. Ne les connaissant jamais, la France restera toujours en suspens, toujours inerte. C'est tout ce que M. Goschen demandait avec sa formule : *Maintenir l'argent dans la position qu'il occupe à présent.*

« L'attitude de la France devra no-
« tamment être expectante, a ajouté M. Say,
« jusqu'à ce que l'Allemagne ait achevé
« d'écouler son stock de métal argent. »
Ces paroles ne sont que l'écho de celles-ci, que M. Goschen avait prononcées quelques minutes auparavant : « Tant
« que le stock allemand est à vendre, on
« est forcé de garder une attitude expec-
« tante. » Heureuse Allemagne! Elle déchaîne sur l'Europe, sur l'Asie et l'Amérique, un typhon monétaire sans exemple dans les annales de tous les siècles et de tous les pays, et les économistes chantent sa gloire! Elle s'apprête à vendre son ar-

gent démonétisé, et l'Union latine se hâte d'inventer tout exprès cette funeste législation de la frappe limitée, pour, en quatre ans, de 1874 à 1877, manufacturer cent millions de pièces de 5 francs, sans valeur droite, exactement la quantité qu'il fallait pour absorber tout l'argent que l'Allemagne a pu vendre! Elle refuse itérativement de venir à la conférence, et voilà les deux grandes puissances à monnaie sonnante, la France, au génie bimétallique, et l'Angleterre, au préjugé monométallique, voilà M. Goschen et M. Say tombés d'accord en pleine conférence pour dire à l'Allemagne : A votre aise, prenez votre temps, nous sommes à votre discrétion, nous n'agirons que quand il vous plaira de nous faire savoir que votre stock d'argent est vendu ; jusque-là : *attitude expectante.*

Par l'organe de M. le professeur Soet-

beer de Goettingen, l'Allemagne avait annoncé que son argent serait tout vendu avant la fin de 1876. Cette promesse, de même que toutes les promesses des monométallistes, n'a pu être tenue. Nous touchons à 1879. Faudra-t-il attendre 1885, 1890, 1900? et d'ici là nous contenter de nous faire tenir les bras en l'air comme on les tenait à Moïse sur son coteau? Non, l'ajournement aux calendes germaniques n'est qu'un prétexte inventé par les Anglais en faveur de l'inaction. Si la France, les États-Unis et l'Angleterre signaient le pacte bimétallique à 15 1/2, tout l'argent allemand serait immédiatement absorbé sans perte et sans surcharge pour aucune des trois puissances; l'argent allemand, de même que tout l'argent de l'univers, argent présent et argent futur, se trouverait, de par la triple alliance, subitement transformé en or, c'est-à-dire en monnaie valant exactement la monnaie d'or sur le

pied de 15 1/2; si bien que, étonnée de voir les pièces d'argent valoir à Londres, à Paris, à New-York, à Calcutta autant que les pièces d'or, l'Allemagne garderait très-probablement son argent, fort satisfaite de ne pas avoir perdu tous les millions que les économistes avaient juré de lui faire perdre.

Les intérêts de la France sont liés au rétablissement du bimétallisme, M. Say n'en disconvient pas. « Mais quant à la « question de savoir, dit-il, s'il convient « de rendre à l'argent son cours légal dans « les pays où il lui a été retiré, nous ne « croyons pas qu'il nous soit permis de « donner à personne aucun conseil à ce « sujet, parce que nous n'avons de notre « côté aucune mesure compensatrice à « offrir en échange et que par là notre « conseil manquerait d'autorité. » Ici nous ne comprenons pas. Il s'agit unique-

ment de conseiller à l'Angleterre de frapper monnaie d'argent à Londres afin de remettre en valeur monétaire internationale l'argent indien, l'argent hollandais et javanais, l'argent autrichien, l'argent russe, l'argent latin et même l'argent allemand. La France n'est tenue d'offrir aucune compensation à personne ; c'est au contraire les Anglais, les Indiens et toutes les nations qui devront remercier la France d'avoir converti le gouvernement britannique au bimétallisme.

« Nous pensons, dit M. Say, que l'ar-
« gent doit conserver le caractère de mon-
« naie légale là où il possède ce carac-
« tère, mais nous ne saurions affirmer qu'il
« convient de le lui attribuer partout où
« il ne l'a pas. » Il suffit de savoir affirmer qu'il convient de le lui attribuer en Angleterre. Si l'Angleterre refuse d'attribuer le caractère de monnaie légale *auto-*

matique à l'argent, ce métal ne possédera plus ce caractère qu'en Asie, et la France devra renoncer à l'espoir de replacer à leur ancien pair avec les francs d'or, les 2 1/2 milliards de francs d'argent qu'elle possède.

« Aujourd'hui, la circulation de l'ar-
« gent ne s'effectue pas régulièrement,
« elle est troublée, dit M. Say, et comme
« rendue malade par l'instabilité des
« cours. » *L'instabilité des cours.* Cette erreur on la rencontre toujours et partout; c'est l'erreur favorite des économistes. L'argent n'a pas de prix là où il est monnayable à volonté, on ne vend pas les roupies dans l'Inde ni le métal qu'on peut soi-même faire convertir en roupies, comme on ne vend pas l'or là où avec l'or on peut soi-même faire librement fabriquer des livres sterling ou des pièces de 20 francs. L'argent a un prix et se vend

à Londres, parce qu'il n'est pas monnayable en Angleterre. Mais ce prix, ce cours de l'argent à Londres a été *stable* tant que le bimétallisme français a fonctionné. Depuis un siècle l'once d'argent à 925 millièmes de fin valait à Londres 60 3/4 pence d'or (le rapport 15 1/2). Ce prix était fixe, et s'il a eu de légères oscillations, elles n'étaient dues qu'à l'état de dépendance où se trouvait l'Angleterre vis-à-vis du bimétallisme étranger ; si la loi anglaise avait été bimétallique elle-même, nulle oscillation n'aurait pu avoir lieu. Depuis 1873, depuis que le bimétallisme français s'est démis, tout a changé ; le prix de l'argent à Londres est devenu aussi instable que le prix du cuivre ou du plomb. C'est que la valeur relative des deux métaux monétaires n'est qu'un reflet de la valeur relative dictée par les législateurs. Cours désordonnés, soubresauts violents : si les grands pays n'ont

pas de parité légale (c'est le cas actuel, cas sans précédents, parce que l'absence de parité légale est sans précédents); cours à 15 1/2 : si des grands pays ont établi la parité à 15 1/2 (c'était le cas avant 1873); cours à 10, à 12, à 18 : si des grands pays sanctionnaient législativement l'une quelconque de ces parités. Dites-moi les cours, je vous dirai quelle est la législation. Laissez-moi faire les lois, je vous ferai tous les cours que je voudrai.

« Combien de temps cette instabilité « durera-t-elle? demande M. Say, et il « reprend : C'est ce que nous ne pouvons « pas savoir. » Mais si, on peut le savoir, et on le sait. Elle durera sempiternellement, si le bimétallisme international n'est pas institué, si la France ne sait amener l'Angleterre à déclarer la frappe de l'argent aussi libre que celle de l'or.

« Pendant près d'un siècle, dit M. Say, « le rapport légal de 1 à 15 1/2 a exprimé « à peu près le cours normal de l'argent. » C'est l'inverse qu'il faut dire : pendant près d'un siècle le cours normal de l'argent a été maintenu à 15 1/2 vis-à-vis de l'or, par la loi française.

« Il n'est pas prouvé, dit M. Say, que « l'altération récente de ce rapport soit due « à des causes dont l'effet ne doit pas « cesser. » Très-prouvé, au contraire ; elle est uniquement due à la disparition du 15 1/2 légal français, et l'effet de cette cause ne cessera jamais tant que la cause subsistera elle-même.

« Nous ne saurions dire à l'avance, « dit M. Say, qu'il y aura entre la pro- « duction éventuelle de l'argent dans les « mines et les besoins réguliers et cons- « tants du commerce asiatique, une pro- « portion telle que le rapport légal de « leur valeur ne viendra jamais à être

« altéré. » Si un rapport légal international est établi entre la valeur des deux métaux, il n'y a rien qu'il faille savoir dire à l'avance. Est-ce que si l'or était la seule monnaie des nations, on n'accepterait pas quelle qu'elle fût, sans la savoir à l'avance, toute la production des mines? N'a-t-on pas accepté les yeux fermés, toute la production de l'or californien et australien, tout imprévue qu'elle fût? Pourquoi ne pas accepter, sans la savoir à l'avance, toute la production de l'argent? Ne l'a-t-on pas acceptée de tout temps sans avoir consulté au préalable aucun astrologue? Ce qui importe, c'est que les deux métaux, quelle que soit la production de l'un ou de l'autre, ne fassent qu'une monnaie, et c'est ce qu'on obtient en promulguant des lois bimétalliques. Celles-ci une fois promulguées, les législateurs n'ont à s'enquérir ni du rendement de mines monétaires, ni des besoins réguliers ou

irréguliers, constants ou inconstants du commerce asiatique, américain, européen, africain, polynésien, pas plus qu'ils n'auraient à s'en enquérir si dans toutes les parties du monde, la loi était partout monométallique-or.

M. Say a dit en terminant :

« Ce n'est pas une fin de non-recevoir « absolue que nous opposons au projet des « États-Unis, et tout en ne pouvant pas « nous y rallier maintenant, nous ne pré- « tendons pas dire que la question qu'ils « nous posent ne pourra pas un jour être « résolue. »

Nous prions M. Say de vouloir bien pondérer toutes nos raisons et de se demander s'il n'est pas vrai que l'établissement du bimétallisme international n'a qu'un seul, un seul obstacle à vaincre :

la résistance de l'Angleterre. Si cette conviction entre dans son esprit, il verra immédiatement que les moyens ne manquent pas à la France pour exercer sur les législateurs anglais une influence très-salutaire.

V

LA HOLLANDE ET LES AUTRES ÉTATS

La Hollande et l'Inde hollandaise (Java) ne vivent point à l'état de divorce monétaire comme l'Angleterre (monométallique-or) et l'Inde anglaise (monométallique-argent). A Amsterdam et à Batavia, la monnaie est la même : le florin frappé à Utrecht.

Lorsqu'en 1871, les économistes entrèrent en guerre ouverte contre l'argent, la Hollande n'émettait que des florins d'argent, elle ne frappait pas d'or. Mais sous le coup de la démonétisation de l'argent

en Allemagne et sous le coup de la suspension de la frappe libre en France, la Hollande dut elle-même arrêter le monnayage de l'argent. Cependant, afin de ne pas laisser le pays sans monnaie *automatique* ayant valeur internationale, et afin de ne pas laisser les pays étrangers dans l'impossibilité de payer la Hollande, il fallut ouvrir l'hôtel des monnaies à la frappe libre de l'or, et en 1875 on fit une loi autorisant le monnayage illimité des florins d'or. Mais le parlement hollandais refusa de démonétiser et de vendre les vieux florins d'argent. Ces florins sont encore tous dans la circulation. La situation monétaire de la Hollande est semblable à celle de la France. On peut, en Hollande comme en France, payer toute dette en or ou en argent, mais la frappe de l'argent étant interdite, les pièces de ce métal n'ont qu'une valeur indigène et supposée.

Il existe en France autant de métal or que de métal argent ; de tout temps les deux métaux y ont eu cours légal. En Hollande l'or n'a cours légal que depuis peu, on a frappé peu de florins d'or, et il existe au moins 350 millions de florins d'argent. Garant de la valeur inscrite sur chacune des pièces composant cette énorme quantité de numéraire, le gouvernement hollandais est (proportion gardée) encore plus intéressé que le gouvernement français au succès du système bimétallique international que les Américains sont venus proposer à la conférence. Jusqu'au jour où le métal argent sera librement frappé en France et en Angleterre, les 350 millions de florins ne pourront servir à payer qu'en Hollande et à Java ; au dehors ils ne seront qu'une marchandise en baisse, bonne seulement à faire des roupies qui ont déjà perdu le cinquième de leur ancienne valeur vis-à-

vis de l'or, et qui s'aviliront encore davantage.

Le gouvernement hollandais a nommé deux délégués pour la conférence, M. Mees, président de la Banque néerlandaise, et M. Vrolik, ancien président de la commission des monnaies et ancien ministre des finances.

M. Mees a écrit en 1872 un mémoire très-probant où il recommandait à l'Allemagne, alors monométallique-argent, de ne pas se vouer au monométallisme-or, mais de se faire bimétallique. Ce mémoire fit grande impression à Berlin, mais il arrivait un peu tard ; le gouvernement allemand passa outre, en répétant le fameux *alea jacta est*.

M. Mees a dit à la conférence que la Hollande doit compter avec ses grands

voisins. Elle ne peut elle-même émettre monnaie bimétallique si les grandes puissances ne frappent que de l'or, et M. Mees a raison. La France elle-même ne veut revenir aux deux métaux que si l'Angleterre donne à l'argent le cours légal qu'elle donne à l'or.

M. Vrolik, très-versé dans les choses monétaires est un bimétalliste très-résolu. Empêché par de douloureuses circonstances de famille, il n'a pu venir à Paris ; et comme son collègue M. Mees avait dû lui-même rentrer subitement à Amsterdam, il autorisa le comte Rusconi, délégué italien, à déposer sur le bureau de la conférence la copie d'une adresse présentée au roi, il y a deux ans, par lui M. Vrolik, en sa qualité de président de la Société néerlandaise pour le progrès de l'industrie, en faveur d'une entente bimétallique internationale.

Il est certain que si la France, l'Angleterre et les États-Unis s'entendent pour l'établissement du bimétallisme international, la Hollande s'empressera d'accéder au grand traité.

On peut en dire autant de la Russie, bien que son délégué, M. de Thœrner, ait manifesté des sympathies personnelles pour le monométallisme. Jusqu'à ce temps, la Russie avait toujours frappé les deux métaux, et ce n'est pas elle, si chargée de papier-monnaie, qui, le jour venu, fera obstacle à l'emploi simultané des deux métaux monétaires.

L'Italie a envoyé à la conférence M. le comte Rusconi et M. Baralis, qui ont soutenu avec la plus grande énergie les propositions bimétalliques des Américains. Si M. Say en avait fait autant, la conférence internationale aurait eu de bien autres

résultats que ceux demandés par l'Angleterre. Au lieu de congédier les États-Unis avec des déclarations incolores et équivoques, on aurait isolé et mis au pied du mur l'Angleterre.

Que dire de la Suisse et de la Belgique, de ces deux petits États que la nécessité a toujours soumis et soumet naturellement au régime monétaire de la France, mais qui se rebiffent et qui sont venus à la conférence internationale pour blâmer, critiquer, condamner le système monétaire français, le système que la France ne peut abandonner sans sacrifier ses traditions, les enseignements de la science et de l'expérience, et un milliard pour le moins? Que dire de ces deux petits États neutres qui ont voulu tenir tête à la grande république américaine, et avec des affirmations si outrées que les Anglais eux-mêmes ont dû les contenir?

La Scandinavie est le seul pays qui ait réellement suivi l'exemple de l'Allemagne. Elle avait peu d'argent, elle l'a vendu à perte, et à présent elle a peu d'or. Mais à l'encontre de certains économistes, elle déclare elle-même avec une franchise qui fait honneur à son délégué, M. Broch, qu'il ne suffit pas de changer la couleur de la monnaie pour rendre riche un pays, La richesse de la Scandinavie ne s'est pas augmentée depuis que la monnaie d'or a été substituée à la monnaie d'argent.

Tous ses intérêts convient l'Autriche à se mettre du côté des défenseurs de l'argent. Ce n'est point la terrible expérience tentée en Allemagne qui convertira l'Autriche au monométallisme. Il pourra y avoir à Vienne des économistes égarés, il y en a dans tous les pays, mais ils n'auront aucune influence sur les décisions de l'État. M. le comte de Kuefstein, délégué,

et M. de Hengelmüller ont dit à la conférence que le gouvernement autrichien se rallie à l'opinion de ceux qui approuvent le bimétallisme et les propositions américaines. Comme l'Italie et comme la Russie, l'Autriche ne peut que reconnaître la justesse des paroles de M. Goschen : « Ne se-
« rait-il pas plus difficile au pays du papier-
« monnaie de revenir à la circulation
« métallique si l'étalon d'or unique était
« adopté partout ? »

VI

LA CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE

Au cours de la séance du 28 août, le président de la conférence, M. Say, invita les délégués des États européens à se réunir entre eux, en dehors de la salle des séances, « pour se concerter, disait-il, sur « la réponse collective qu'ils voudraient « faire aux propositions de messieurs les « délégués américains. »

Étrange procédure ! De 1865 à 1876, cinq conférences monétaires ont été tenues à Paris : une internationale en 1867, quatre

spéciales pour l'union latine en 1865, 1874, 1875 et 1876. Dans toutes ces conférences les États représentés ont toujours voté tous ensemble, et les auteurs des propositions soumises au vote n'étaient point privés du droit de voter. Pourquoi, cette fois, a-t-on rompu la conférence en deux : ici les Européens auxquels on dictera une réponse collective, là les Américains qui ne voteront pas?

Craignait-on qu'une majorité se déclarât en faveur de l'adoption internationale du bimétallisme français? Et la France craignait-elle d'avoir à figurer dans cette majorité? Toujours est-il qu'au moment de délibérer, et de par l'initiative de la France, les délégués américains cessèrent d'être les collègues des délégués européens. Ils étaient là seuls, comme de simples messagers venus d'outre-mer pour emporter une réponse, que dis-je!

comme des prévenus attendant à la barre la rentrée du tribunal et leur sentence.

Cette sentence avait été rédigée à l'avance. Elle résume si bien les équivoques et les contradictions dont M. Goschen s'était fait l'avocat qu'on la croirait sortie de sa propre plume. La voici :

Les délégués des États européens représentés à la conférence désirent exprimer tous leurs remercîments au gouvernement des États-Unis d'Amérique pour avoir provoqué un échange international d'opinions sur l'importante question monétaire.

Après avoir mûrement considéré les propositions des délégués des États-Unis, ils reconnaissent :

1° Qu'il est nécessaire de maintenir dans le monde le rôle monétaire de l'argent aussi bien que celui de l'or, mais que le choix entre l'emploi

de l'un ou l'autre des deux métaux ou l'emploi simultané des deux, doit avoir lieu suivant la situation spéciale de chaque État ou groupe d'États;

2° Que la question de la limitation du monnayage de l'argent doit également être laissée à la libre décision de chaque État ou groupe d'États, suivant les conditions particulières où ils peuvent se trouver, et cela d'autant plus que les perturbations qui se sont produites dans ces dernières années sur le marché de l'argent ont diversement affecté la situation monétaire des différents pays;

3° Qu'en présence des divergences d'opinions qui se sont manifestées et de l'impossibilité même où se trouvent les États qui ont le double étalon de prendre un engagement relatif à la frappe illimitée de l'argent, il n'y a pas lieu de discuter la question d'un rapport international de valeur à établir entre les deux métaux.

Qu'il est nécessaire de maintenir dans le monde le rôle monétaire de l'argent aussi bien que celui de l'or. Autant vaut déclarer qu'il est nécessaire de maintenir dans le monde le pôle arctique aussi bien que le pôle antarctique. Qui supprimerait l'un des deux pôles? Qui supprimerait la monnaie-argent en Asie? Qui supprimerait le vieux numéraire-argent qui circule en Europe? *Maintenir dans le monde.* Pourquoi ne rien préciser? Pourquoi ne pas nommer les États d'Europe, ni l'Amérique? Ou l'argent est bonne monnaie, ou il est mauvaise monnaie. S'il est bonne monnaie, que l'Angleterre le prenne; s'il est mauvaise monnaie, que l'Angleterre ne demande pas aux autres de le prendre.

Que le choix entre l'emploi de l'un ou de l'autre de ces deux métaux, ou l'emploi simultané des deux, doit avoir lieu suivant la situation spéciale de chaque

État ou groupe d'États. Ceci signifie que l'Angleterre doit être louée de ce qu'elle veut rester monométalliste et que, pour être agréable au gouvernement anglais déconcerté par la baisse de la roupie, d'autres États, on y compte, s'adonneront au bimétallisme, bien que M. Goschen l'ait déclaré antiscientifique et inadmissible; ceci signifie encore que le gouvernement français devra pardonner leur défection à la Belgique et à la Suisse, ses alliés dans le groupe latin, et que la France devra s'engager à laisser circuler chez elle encore pour six ans les pièces de 5 francs non françaises. Si ces pièces étaient bannies de France, la crise de l'argent deviendrait encore plus aiguë, l'Angleterre en souffrirait trop, elle serait forcée d'embrasser le bimétallisme. Il est du devoir du gouvernement français d'éviter à l'Angleterre cette extrémité.

Que la question de la limitation du monnayage de l'argent doit également être laissée à la libre décision de chaque État ou groupe d'États, etc. Ceci dépasse tout. La limitation du monnayage, le gouvernement anglo-indien lui-même l'a démontré (voir page 40), est la plus mauvaise mesure qu'un gouvernement civilisé puisse prendre. La monnaie métallique non *automatique,* c'est-à-dire la monnaie frappée en quantité limitée, est pire que le papier-monnaie. Au moins celui-ci ne coûte que les frais d'impression à l'État qui le crée. Mais, pour faire monter la valeur de la roupie, l'Angleterre désire que les États-Unis et le groupe latin, et tous les pays possibles, elle exceptée, aillent au marché acheter du métal argent pour en faire n'importe quoi, même des assignats.

Qu'il n'y a pas lieu de discuter la ques-

tion du rapport international de valeur à établir entre les deux métaux. Il n'y a pas lieu à discuter ce rapport parce que l'Angleterre craint toute discussion, et parce que M. Say ne veut rien faire qui puisse contrarier l'Angleterre.

Que s'était-il passé dans la réunion particulière des délégués européens? Nous l'ignorons, mais aux déclarations que les délégués ont faites le lendemain, devant les Américains, on peut croire que le projet de réponse collective ne convenait qu'à ceux qui l'ont proposé, M. Goschen et M. Say.

La Belgique, la Suisse et la Russie ont déclaré qu'elles avaient adhéré au projet de réponse parce qu'il ne contredit pas la doctrine monométallique. L'Autriche a déclaré qu'elle avait adhéré parce la réponse ne contenait rien de contraire à la

doctrine bimétallique. La Hollande aurait pu en dire autant si ses délégués n'avaient pas été absents. L'Italie a déclaré, sans détours, qu'elle protestait hautement contre l'ambiguïté calculée de la réponse collective (1). M. Say n'a rien dit : pour lui comme pour M. Goschen, la réponse

---

(1) M. le comte Rusconi, lit-on dans le procès-verbal de la séance du 29 août, résume son opinion personnelle, partagée d'ailleurs par son collègue, M. Baralis, en disant :

1° Que, par l'adoption de la formule proposée, la conférence ne répond pas à la question posée, et que, en évitant systématiquement de se prononcer sur la possibilité ou l'impossibilité d'un rapport fixe à établir, par voie de convention internationale entre les monnaies d'or et d'argent, elle laisse sa tâche inachevée ;

2° Que, depuis que la loi française a établi ce rapport, il n'y a eu entre la valeur des deux métaux, quels que fussent les accidents de la production des mines, que des oscillations sans gravité ;

3° Que, par conséquent, *à fortiori,* si la loi française a pu obtenir à elle seule ce résultat, le jour où des États tels que la France, l'Angleterre et les États-Unis d'Amérique conviendraient de fixer ensemble par une loi internationale le rapport de valeur des deux métaux monnayés, ce rapport serait établi sur une base tellement solide, qu'il deviendrait inébranlable.

collective était parfaite : c'était la réalisation du dessein qu'il avait manifesté, dès le 19 août, avant même que les Américains eussent répondu à M. Goschen. « Il « nous semblerait préférable, avait dit « M. Say, que la conférence s'abstînt de « faire une réponse en forme aux ques- « tions qui lui sont posées. »

La réponse collective contient des remercîments à l'adresse du gouvernement des États-Unis *pour avoir provoqué un échange international d'opinions sur l'importante question monétaire.* Ces remercîments sont de pure étiquette, au moins en ce qui concerne l'Angleterre. L'Angleterre redoute tout échange international d'opinions en cette matière, si elle intervient aux débats, c'est pour empêcher tout accord ; elle préfère l'anarchie des législations parce qu'elle compte qu'on commettra des fautes un peu par-

tout et, qu'en profitant de ces fautes, elle pourra se dispenser de renoncer à sa routine monométallique.

Les Américains avaient rempli leur mission avec autant de noblesse que de savoir. Après la réponse collective qu'on venait de leur signifier, ils n'avaient plus rien à faire. Ils ont cependant voulu répondre par des remercîments aux remercîments qu'on leur faisait. Ils ont remercié les États européens d'avoir accepté l'invitation des États-Unis et de s'être fait représenter à la conférence, puis ils se sont bornés à faire sentir que si on ne voulait contracter aucun engagement relativement à l'emploi simultané de l'or et de l'argent, il était oiseux de former des vœux pour l'avenir de l'argent. Quant à eux, représentants des États-Unis, ils étaient venus en Europe expressément pour contracter un tel engagement.

Ainsi s'est terminée, le 29 août, la conférence de 1878. Si elle n'a pas donné ce qu'elle devait donner, c'est que la France est restée inerte. Le pays des milliards d'argent et des milliards d'or n'a pas même recusé les leçons qu'est venu lui faire en plein congrès le pays du billon, la Suisse; il n'a pas su affirmer à la face des nations que l'invariabilité de valeur entre les deux métaux monétaires était un problème légal depuis longtemps résolu, et, jusqu'à 1874, résolu même en pratique sur tous les points du globe de par la loi française.

Cependant, malgré les grandes défaillances et malgré les petites défections qui se sont produites à la conférence, la première campagne bimétallique, campagne de quatre ans, a été bonne. Nous allons en dresser le bilan.

VII

LE BILAN

La coalition monométalliste franco-allemande a quatre chefs : M. Michel Chevalier, le doyen à tous, M. de Parieu, le négociateur diplomatique, M. Louis Bamberger, le contempteur des races latines, et M. Soetbeer, le statisticien des deux métaux monétaires. Interrogeons-les tous les quatre, qu'ils nous disent où ils en sont.

L'or et l'argent circulaient depuis long-temps sur le pied de la plus parfaite éga-

lité, égalité garantie chez tous les peuples par la loi bimétallique française à 15 1/2, quand tout à coup un cri d'alarme se fit entendre. C'était M. Michel Chevalier qui le poussait. La Californie et l'Australie produisent, disait-il, des quantités énormes d'or ; la valeur de ce métal baissera indéfiniment par rapport à l'argent ; c'est le moment de nous défaire de ce que j'appelle le système du *double étalon*. Ôtons à l'or son caractère légal de monnaie. N'ayons plus qu'un seul étalon, l'étalon d'argent, qui est l'étalon vraiment national, l'étalon pur sang. M. Chevalier était bien informé. La production annuelle de l'or fut en effet beaucoup plus grande qu'antérieurement, elle tripla, elle sextupla, mais l'or ne fut pas démonétisé, et, ô stupeur ! la valeur relative de l'or et de l'argent ne varia pas, le 15 1/2 tint ferme. *Impavidum.*

Plus tard M. Michel Chevalier se tourna

contre l'étalon unique d'argent, et préféra l'étalon unique d'or. Il demanda la démonétisation de l'argent, allant jusqu'à prétendre que l'État ne-devait pas rembourser les pièces de 5 francs d'argent. Suivant lui la loi allemande avait été trop généreuse en promettant de rembourser en monnaie d'or les florins et les thalers d'argent. Tant pis pour tous ceux qui se trouvent posséder des francs d'argent, a-t-il dit, tant pis pour la Banque de France, si elle en garde pour un milliard. Philippe le Bel faussait la valeur légale de la monnaie, M. Michel Chevalier l'annule. C'est encore plus lucratif.

M. Michel Chevalier n'a jamais cessé de proclamer que le bimétallisme est une absurdité, et qu'il est impossible que les deux métaux monétaires se maintiennent dans un rapport invariable de valeur. De notre côté nous avons souvent posé à

M. Michel Chevalier cette question : « N'est-« il pas vrai que si les grands États lais-« saient librement frapper chez eux l'or « et l'argent, en établissant le même rap-« port entre le poids de leurs pièces d'or « et le poids de leurs pièces d'argent, « n'est-il pas vrai que les deux métaux « garderaient toujours et partout la même « valeur relative ? A cette question M. Michel Chevalier n'a jamais voulu répondre par oui ou par non. Il s'est toujours contenté de nous dire : jamais l'Angleterre ne permettra le monnayage illimité de l'argent. De par cette réponse évasive M. Michel Chevalier a avoué sa défaite. Il a mis bas les armes. Il est notre prisonnier et le sera tant qu'il n'aura pas formellement répondu à notre question.

M. de Parieu a été le fondateur de l'Union latine. C'est lui qui négocia avec la Belgique, la Suisse et l'Italie cette pau-

vre convention de 1865. Que de grandes puissances établissent entre elles une entente monétaire, rien de plus désirable, elles rendraient un grand service à l'humanité tout entière. Mais quel avantage y avait-il pour la France à traiter de pair à pair avec les cantons suisses et les provinces belges, à se lier pour 15 ans avec des pays qui employaient déjà le système monétaire français, et qui ne songeaient nullement à s'en défaire ?

Œuvre de M. de Parieu, la convention de 1865 est cependant une œuvre bimétallique. Elle consacre l'emploi simultané de l'or et de l'argent au rapport de 15 1/2. Si M. de Parieu avait négocié et fait conclure un traité de cette nature entre la France, l'Angleterre et les États-Unis, sa gloire serait impérissable. Mais à peine avait-il signé son traité bimétallique avec les trois voisins qu'il imagina de faire adopter par

tous les États européens et par les États-Unis d'Amérique, comme unité monométallique internationale, la pièce de 5 francs d'or. Les livres sterling et les aigles américaines seraient désormais fabriquées à poids moindre, au poids qui en ferait des multiples exacts de la pièce de 5 francs d'or, et on inventerait des thalers d'or et des florins d'or à poids coïncidant avec le poids de cette même pièce. Ceci fait, on supprimerait toute la monnaie d'argent, sauf les petits appoints, et le monométallisme international serait établi. Ce beau plan fut porté devant la conférence monétaire internationale de 1867, dont M. de Parieu dirigeait les travaux, et y fut adopté avec enthousiasme, nous le reconnaissons.

Fort de ce succès et activement secondé par M. Hendriks, de l'*Economist* anglais, M. de Parieu s'appliqua sans relâche à

propager la foi monométallique, et il peut certes revendiquer sa bonne part de responsabilité dans le coup d'État qu'on perpétra en Allemagne contre l'argent. Mais celle-ci, tout en adoptant l'or comme seule monnaie *automatique*, refusa d'accepter le dénominateur commun préconisé par M. de Parieu. Elle fit frapper des couronnes de 20 marks, dont le poids est loin d'être en rapport simple et commode avec le poids de la pièce de 5 francs d'or. L'Angleterre, elle aussi, et avec raison, avait refusé d'affaiblir le poids de la livre sterling, à seule fin d'en faire le quintuple exact d'une pièce française qui n'a pas même le mince mérite de peser un nombre rond de grammes. Le commun dénominateur de M. de Parieu a vécu, on n'en parlera plus.

En 1876, M. de Parieu a attaqué au sénat le régime de la frappe limitée de

l'argent que M. Say a eu, on s'en souvient, tant de peine à abandonner. On lui en doit de la gratitude, bien qu'en demandant l'interdiction absolue de la frappe de l'argent, M. de Parieu, se proposât de fonder le monométallisme en France. Cette interdiction nous l'avions nous-mêmes réclamée avec insistance, mais sachant bien qu'elle ne durerait qu'un temps, et qu'en réalité elle profiterait à la cause bimétallique.

M. de Parieu ne veut pas qu'on l'appelle monométalliste. Comme il concède qu'on puisse enployer une certaine quantité d'argent et de bronze pour les appoints, il a demandé, au sein même de l'Institut, pourquoi on ne l'appellerait pas trimétalliste. Pour une raison bien simple : un métal n'est réellement monétaire que si la frappe en est libre et illimitée ; M. de Parieu veut la frappe libre et illimitée seulement pour

l'or; voilà pourquoi il est monométalliste.

Le dernier écrit de M. de Parieu a paru cette année dans le *Correspondant*. C'est une invective violente contre la moralité des États-Unis. Les États-Unis étaient vertueux quand ils paraissaient vouloir adopter le commun dénominateur de M. de Parieu. Ils sont devenus tout à coup démagogues et immoraux dès qu'ils se sont déclarés pour le bimétallisme. Il est honnête et il peut être utile de signaler les erreurs ou les préjugés dont un pays se trouve infesté, mais il est vain d'injurier toute une nation et de soutenir que les résolutions qu'elle prend ne peuvent avoir que des mobiles pervers. Regardez de près... ceux qui s'escriment de la sorte, sont toujours des hommes dépités.

M. de Parieu a cru que la conférence

internationale de 1867, présidée par lui, avait résolu pour toujours la question monétaire; il s'est trompé : *Errare humanum est*. Et c'est M. Goschen, lui-même, qui s'est chargé de le convaincre d'erreur. Tant que M. de Parieu ne se sera pas justifié de son monométallisme international aux yeux de l'Angleterre, tant qu'il ne se sera pas réconcilié avec M. Goschen, il est notre otage. Mais tous égards lui sont dus, il peut y compter.

Si les Américains sont immoraux aux yeux de M. de Parieu parce qu'ils se font bimétallistes, les Français sont une nation en décadence aux yeux de M. Louis Bamberger parce qu'ils ne sont pas monométallistes comme lui :

Sans insister sur la théorie des historiens qui, appelant les nations à leur tribunal, signalent la marche ascendante des Germains et la décadence

des Latins, on peut faire observer cependant que les idées qui se rattachent au système du double étalon sont particulièrement françaises ou adoptées par les nations qui se laissent volontiers prendre aux séductions de l'esprit français. (*Deutsche Rundschau, octobre 1877.*)

L'ingrat! il a vécu vingt ans à Paris; c'est ici qu'il s'est imbu des doctrines monométalliques de M. Michel Chevalier et de M. de Parieu, et il imprime ces choses! Le malavisé! il imprime ces choses et il ne se souvient pas d'avoir écrit quelques pages plus tôt, que si l'Allemagne avait hésité, l'Union latine l'aurait *évidemment devancée*. Il s'en est fallu de peu, dit M. Bamberger, que les Français démonétisassent l'argent avant les Allemands. Mais que devient alors la théorie de la *marche ascendante des Germains, et descendante des Latins?*

Que M. Michel Chevalier et M. de Pa-

rieu n'aient point prévu les désastreuses conséquences que l'interdiction de monnayer l'argent en Europe aurait sur les changes, c'est-à-dire sur le règlement de tous les payements entre l'Europe et l'Asie, on le conçoit : ni l'un ni l'autre n'ont pratiqué le commerce. Mais comment M. Bamberger, lui, banquier et financier, n'a-t-il rien pressenti, et comment peut-il écrire que *les nations qui ont adopté l'étalon d'or unique sont les seules qui n'aient plus aucun souci dans les questions monétaires?* Que M. Bamberger lise les aveux de M. Goschen, parlant à la conférence au nom de l'Angleterre, le pays type de *l'étalon d'or unique,* et qu'il les relise.

M. Bamberger prétend que ce n'est pas l'Allemagne qui a fait tomber la valeur de l'argent vis-à-vis de l'or. Voyez, dit-il, nous n'avons vendu que peu d'argent. C'est vrai, mais vous avez cessé d'en

frapper. Aujourd'hui il n'y a plus que M. Bamberger et M. Feer–Herzog, le délégué suisse, à soutenir que la baisse de l'argent est due à d'autres causes qu'aux faits législatifs de l'Allemagne. Mais prenons M. Bamberger en flagrant délit :

Il n'est plus, dit-il, ce beau temps de concorde et d'union, où l'argent et l'or vivaient fraternellement l'un auprès de l'autre. Toute tentative de rétablir ces bonnes relations, de maintenir entre eux la balance égale, ne se traduira certainement que par un échec, et l'un des deux métaux, à la fin de la lutte, deviendra forcément la victime de l'autre.

Le crime est ici reconnu, avoué. La concorde existait entre l'or et l'argent, elle avait existé malgré les accidents changeants de leur production, et M. Bamberger se vante de l'avoir troublée. Nous

livrons M. Bamberger au bras de la justice.

M. Soetbeer ne demande pas que le monométallisme se généralise; au contraire, il fait des vœux pour que la France et les États-Unis émettent monnaie bimétallique. De tels vœux ne peuvent qu'embarrasser M. Michel Chevalier et M. de Parieu, et ceci milite en faveur de M. Soetbeer. Cependant nous avons voulu entendre M. Soetbeer lui-même, et nous fûmes, il y a deux ans, lui faire visite à Goettin gen. L'Allemagne avait compté, nous a-t-il dit, que le monnayage de l'argent resterait libre à Paris et qu'elle pourrait ainsi faire frapper en pièces de 5 francs tout son argent, puis échanger les francs d'argent contre des francs d'or, et enfin transformer les francs d'or en marks. La démonétisation ainsi opérée n'aurait rien ou peu coûté. Mais voilà que la France

arrête le libre monnayage de l'argent! *C'est une trahison!* s'écria-t-il. Cependant l'Allemagne est engagée, elle ne reculera pas devant les sacrifices.

Moitié repenti et moitié résigné, tel nous apparaît M. Soetbeer. *Moitié repenti,* car il a reconnu loyalement dans la *Nouvelle Presse libre* de Vienne (10 octobre 1876) que l'Union bimétallique telle que nous l'entendons assurerait la stabilité de la valeur relative des deux métaux. *Moitié résigné*, car il laisse souvent échapper des *alea jacta est*. Que le gouvernement allemand fasse un pas vers le bimétallisme; ce n'est pas le professeur de Goettingen qui protesterait. On le voit, M. Soetbeer a de bons points à sa décharge; aussi ne prenons-nous avec lui aucune des sûretés qu'il nous a fallu prendre avec M. Michel Chevalier, M. de Parieu et M. Bamberger.

Mais quittons les généraux et regardons le champ de bataille. A la conférence monétaire de 1867, tous, Européens et Américains s'étaient prononcés pour le monométallisme-or. A la conférence de 1878, le bimétallisme n'a plus eu qu'un opposant avec lequel il faille compter : l'Angleterre. Et que l'Angleterre elle-même a changé d'attitude ! En 1867, elle votait le monométallisme international ; en 1878, elle a bien demandé que son monométallisme indigène soit épargné, mais elle a condamné sans rémission la propagande monométalliste qui se fait au dehors. Le terrain que l'opinion bimétallique a gagné est immense. Que reste-t-il à faire pour enlever la dernière redoute, le monométallisme anglais ?

VIII

DELENDA CARTHAGO

Qu'aurait pu faire l'Angleterre si devant la conférence le gouvernement français avait tenu ce langage :

« J'accepte les propositions des États-
« Unis, et je suis prêt à signer un traité
« avec eux, avec l'Italie, avec l'Autriche,
« avec la Hollande, avec tous ceux qui
« voudront adhérer. Mais le monnayage
« de l'argent ne commencera que le jour
« où l'Angleterre en frappera elle-même.
« D'ici là nous ne ferons absolument rien

« de ce que l'Angleterre désire ou dési-
« rera que nous fassions relativement à
« l'argent. »

Au lieu de parler haut la France parla tout bas. Elle n'a rien dit de ce qu'il fallait dire, et rien de ce qu'elle a dit ne devait être dit. L'occasion était belle, elle a passé. Mais le bien n'est pas hors de portée; la France et les États-Unis tiennent des positions si dominantes que l'Angleterre est à leur merci.

On sait qu'avant 1873 le prix de l'argent à Londres était stable. On sait que depuis cinq ans ce prix est toujours incertain et fluctuant. On a vu et revu bien des cours, depuis 60 3/4 jusqu'à 46 pence l'once. Le gouvernement français n'a qu'à faire fondre quelques millions de pièces de 5 francs et les jeter sur le marché de Londres pour faire tomber le prix

de l'argent à 45, à 40, à 35; ce serait la ruine des finances indiennes, et le commerce anglo-indien n'aurait jamais vu de si noir vendredi.

Trouve-t-on que cette offensive, parfaitement légitimée par les résistances et les équivoques de l'Angleterre, est trop directe? Préfère-t-on avancer par des marches tournantes? On le peut.

La convention de 1865, dite de l'Union latine, expire en décembre 1879; il faut, pour en empêcher le renouvellement tacite, la dénoncer avant le 1er janvier. Qu'on la dénonce sans tarder d'un jour. Que la France prenne de nouveaux arrangements avec le gouvernement italien qui a donné des preuves de fidélité au bimétallisme; mais qu'elle se dégage d'avec les deux idolâtres du monométallisme, le gouvernement suisse et le gouvernement belge.

La Suisse n'avait jamais frappé ni monnaie d'or ni monnaie d'argent. Jusqu'à 1874, elle n'avait fabriqué que du billon. C'est seulement après la déroute de l'argent que le gouvernement helvétique, malgré ses opinions extrêmement monométallistes, ne dédaigna point de faire frapper à Bruxelles pour une dizaine de millions de francs en pièces de 5 francs avec de l'argent allemand qu'elle achetait au rabais. Que la Suisse reprenne ses quelques millions d'argent, qu'elle fasse chez elle du monométallisme à sa guise, qu'elle frappe sa première pièce d'or!

La Belgique rendra à la France ce qu'elle possède d'écus français ; mais elle reprendra tout ce qu'il y a en France d'écus belges ; elle se trouvera encombrée par les 500 millions de sa propre fabrication, avec lesquels elle ne pourra plus payer nulle part à l'étranger; elle devra

en vendre à Londres pour se procurer de l'or, seule monnaie à valeur internationale. Grandes seront ses pertes; mais qui la plaindra? N'a-t-elle pas prétendu qu'un pays civilisé ne doit avoir que monnaie d'or? Toujours est-il qu'elle fera baisser l'argent, c'est la chose nécessaire; c'est par la baisse de l'argent qu'on fera capituler l'Angleterre.

Qu'en s'arrangeant avec le gouvernement italien, la France se garde bien de lui faire la moindre concession sur le terrain de la frappe limitée. Comme l'Italie est au régime du papier-monnaie, tout l'argent qu'elle a frappé a émigré; il est presque tout en France; l'argent qu'elle frapperait à nouveau y viendrait à son tour, nul doute à cet égard. La France a décidé qu'elle ne frapperait pas d'argent elle-même, et l'Italie en frapperait à destination de France? C'est absurde. Mieux

vaudrait recevoir dans les caisses publiques françaises du papier-monnaie italien et l'y garder. Au moins cette condescendance n'aurait aucun effet sur la valeur de l'argent, tandis que toute entrée de métal dans les ateliers monétaires italiens soutiendrait le prix des lingots à la grande satisfaction de l'Angleterre ; c'est ce qu'il faut éviter. Que l'Italie patiente ; de même que la France, elle pourra frapper tout l'argent qu'elle voudra quand le bimétallisme international sera établi.

On fabrique en Autriche depuis quelques semaines des florins d'argent. La cause en est que le florin d'argent et le florin de papier en sont arrivés à avoir la même valeur vis-à-vis de l'or. Ce monnayage autrichien est très-bien vu par l'Angleterre. La France devrait conseiller à l'Autriche de le discontinuer. A la conférence l'Autriche s'est déclarée elle aussi

franchement bimétallique; on peut lui demander de ne pas compromettre l'intérêt commun.

La recrudescence de la baisse de l'argent infligera de nouvelles pertes à l'Angleterre et à l'Inde, pertes immenses, quotidiennes, irrécupérables, mais elle ne fera rien perdre à la France. Les 2 1/2 milliards d'argent français ne circulent plus désormais que comme papier-monnaie, comme billon; qu'à l'état de marchandise ce papier-monnaie, ce billon vienne à valoir encore moins, du moment que la France ne le retire et n'entend pas le retirer de la circulation, la chose est sans conséquence. Quelle que soit la baisse du métal, la situation n'en est pas plus mauvaise.

C'est en forçant la baisse qu'on obtiendra l'adhésion de l'Angleterre à l'Union

bimétallique, et c'est ainsi, ainsi seulement, qu'on fera regagner aux 2 1/2 milliards d'argent français toute la valeur qu'ils ont perdue. La baisse guérira la baisse. *Similia similibus curantur.*

Les États-Unis ont une grande revanche à prendre sur l'Angleterre. C'est l'Angleterre qui a fait avorter la conférence. Que les États-Unis ne frappent plus d'argent; qu'ils abrogent le Bland Bill, l'Angleterre en sera consternée. Le Bland Bill, tel qu'il fut judicieusement amendé par le sénateur Allison, porte que le Trésor fédéral dépensera chaque mois de 2 à 4 millions de dollars en achats d'argent pour en frapper des dollars pesant 412 1/2 grains. On admettait ainsi le régime de la frappe limitée. Le congrès a bien fait de l'admettre, mais il aurait tort de le maintenir. Il a bien fait de l'admettre parce qu'un vote américain en faveur de l'ar-

gent, produisant une grande impression en Europe, aurait pu amener la conférence de Paris à instituer le bimétallisme international; il aurait tort de le maintenir parce que, désormais, les achats d'argent opérés par le Trésor fédéral, n'ont d'autre effet que d'aider l'Allemagne à se défaire de son argent, que de surcharger la circulation des États-Unis d'une monnaie non *automatique*, non exportable, que de servir les convenances de l'ennemi commun : l'Angleterre (1).

---

(1) C'est sans raison que le dollar à frappe limitée pèse 412 1/2 grains, il pourrait peser seulement 200, seulement 100 grains; c'est même sans raison qu'il est en argent, il pourrait être en cuivre. Plus léger ou moins léger, en argent ou en cuivre, le dollar à frappe limitée n'est jamais qu'un greenbaks métallique, avec cette circonstance aggravante qu'il n'est pas, comme le greenbaks de papier, entièrement gratuit pour l'État qui le crée.

Serait-il rationnel d'augmenter le poids du dollar, de le porter à 500, à 600 grains? Non, quelque poids qu'on lui donne, tant que l'Europe ne monnaye pas d'argent, le dollar ne pourra

Les États-Unis n'hésiteront pas, ils feront ce que l'Union latine, après quatre années de triste expérience, a fait; comme elle, ils suspendront tout achat d'argent et, jusqu'à nouvel ordre, ne frapperont plus une seule pièce de ce métal. *In hoc signo vinces.*

Dès que les États-Unis ne dépenseront plus les millions qu'ils dépensent chaque mois en achat d'argent, le prix de ce métal subira à Londres une si terrible crise, la roupie sera tellement avilie, que de guerre lasse, pour sauver la valeur de l'argent, l'Angleterre demandera à négo-

---

traverser l'Atlantique que comme marchandise à vendre au cours du jour. Le cours du jour est nécessairement très-variable en Europe, depuis que le bimétallisme n'y fonctionne plus, et il continuera de même tant que le bimétallisme n'y fonctionnera pas. Il est absolument impossible de donner au dollar un poids qui corresponde au prix changeant de l'argent à Londres. Il ne serait pas possible de changer le poids du dollar toutes les fois que la valeur de l'argent viendrait à changer vis-à-vis de l'or.

cier sur la base du bimétallisme international.

En attendant les monométallistes n'ont pas à se plaindre ; on les sert à souhait. Ne travaillons-nous pas, nous aussi, au triomphe de leur cause? Ne demandons-nous pas que tous les ateliers monétaires soient fermés au monnayage de l'argent? Ironie de la raison! C'est le jour où nulle parcelle d'argent ne sera plus monnayée ni en Europe ni aux États-Unis, que le monométallisme tombera d'impuissance, et c'est dans son propre berceau, sur les bords de la Tamise, qu'il rendra le dernier soupir.

La transition du monométallisme au bimétallisme se fera en Angleterre sans la moindre difficulté. Tout le numéraire actuellement en circulation restera en circulation et il suffira d'ajouter aux lois

monétaires actuellement en vigueur, les dispositions suivantes :

Lorsqu'une personne apportera à l'hôtel des monnaies des matières d'argent, ces matières seront monnayées puis délivrées à cette personne en pièces de quatre schellings pesant chacune grains 378.708 au titre anglais.

Tous individus pourront demander à la banque d'Angleterre des *bank-notes* en échange d'argent en lingots, au taux de 60 3/4 *pence* l'once, au titre anglais.

Les pièces de quatre schellings auront cours légal sans limite de somme.

Que ces dispositions soient sanctionnées par le parlement anglais, et à *l'instant même* la France reprendra pour toujours la frappe de l'argent ; et à *l'instant même* l'argent regagnera pour toujours son ancienne valeur ; et à *l'instant même*

20 schellings d'argent et un souverain d'or auront pour toujours la même valeur intrinsèque; et à *l'instant même* la roupie vaudra pour toujours 1 sch. 10 5/8 d.; et à *l'instant même* le change entre l'Inde et l'Angleterre sera pour toujours aussi stable que le change entre Londres et Paris.

Ce ne sont pas là des prophéties d'oracle; ce sont des prédictions mathématiques comme celles de l'astronome. On doit les accepter ou démontrer que les calculs sont faux. S'il est, en Angleterre ou ailleurs, un homme d'État, un savant, un économiste, un banquier, un négociant qui veuille tenter cette démonstration, qu'il se lève!

Novembre 1878.

5984 — Paris. — Imprimerie Ve Éthiou-Pérou et A. Klein, rue Damiette, 2 et 4.



